

# Nous demandons aux dirigeants politiques de l'Union européenne d'œuvrer à la libération d'Olivier Vandecasteele

De nombreuses associations à but humanitaire demandent aux instances européennes de mener des négociations avec l'Iran.



AFP **Carte blanche** -

Par Un collectif de signataires\*

Publié le 19/01/2023 à 06:00 Temps de lecture: 5 min

Olivier Vandecasteele, travailleur humanitaire chevronné et respecté, est aujourd'hui pris dans les mailles enchevêtrées d'un filet complexe.

Cette toile d'araignée le retient dans un lieu désormais inconnu. Il a été condamné pour un total cumulé de 40 ans de prison pour « espionnage contre la République islamique d'Iran au profit d'un service de renseignement étranger », « coopération avec un gouvernement hostile, les États-Unis, contre la République islamique d'Iran ». Il a été également condamné à 74 coups de fouet.

Les tractations pour obtenir sa libération contre celle de M. Assadollah Assadi ont été brusquement interrompues. La Cour constitutionnelle ayant demandé une suspension du traité d'échange de prisonniers avec l'Iran en attendant de rendre un avis définitif. L'ancien diplomate est accusé d'avoir œuvré à préparer un attentat contre un groupe d'opposition politique Iranien, en France. [À lire aussi Le chantage de l'Iran envers la Belgique est odieux et intolérable](#)

Cette décision de la Cour est intervenue alors que depuis quelques mois se répand une violente dégradation de la situation politique et sociale en Iran.

Des considérations juridiques de politique intérieure en Belgique, et l'isolement du régime iranien, rendent ainsi plus ardue encore toute tractation entre les deux Etats.

## Un rôle déterminant

Dans un tel contexte, et eu égard au profil d'Olivier Vandecasteele, l'Union Européenne – 2e financeur mondial de l'aide humanitaire internationale – a un rôle déterminant à jouer pour sortir de l'impasse de négociations bloquées. Elle se doit de s'engager et d'apporter son soutien actif à l'Etat belge pour permettre de sortir d'un statut quo qui devient gravement préjudiciable à l'état de santé de ce professionnel. En Afghanistan comme en Iran ces dernières années, il a démontré ses qualités humaines et sa capacité à évoluer dans des environnements politiques et culturels parfois très sensibles. L'une des premières avancées auxquelles l'UE pourra contribuer sera d'obtenir la possibilité d'un contact avec une équipe médicale indépendante. Un bilan médical approfondi, dans un contexte de dégradation manifeste de son état de santé, et de sortie de grève de la faim, revêt une importance cruciale pour la sécurité d'Olivier Vandecasteele. [À lire aussi Olivier Vandecasteele: pression pour que Hadja Lahbib se rende à Téhéran](#)

Des réalités fondent une telle légitimité à agir au profit d'un acteur humanitaire retenu contre sa volonté :

– Au paroxysme de l'épidémie de covid, en 2020, et malgré les risques potentiels de sanctions de la part des Etats-Unis d'Amérique, l'UE a fait parvenir 20 millions d'euros d'aide d'urgence à la population iranienne.

– En 2022, 11 millions d'euros ont été attribués à des programmes humanitaires au profit des plus démunis.

L'Union européenne n'est pas indifférente à la situation de la population en Iran.

Elle ne saurait l'être à l'égard de celles et ceux qui sont les acteurs de sa solidarité internationale et qui la mettent en œuvre !

Si Olivier n'est pas libéré d'ici-là, le prochain Forum Humanitaire Européen (FHE) – qui se tiendra à Bruxelles en mars 2023 – offrira l'occasion aux organisations humanitaires, avec l'accord de sa famille, d'interpeller l'Union européenne sur le sort d'Olivier Vandecasteele.

Toutes les voix issues de la société civile européenne peuvent contribuer à rendre puissante cette interpellation !

**\*Signataires :** José Luis Maldonado, président d'Accion Contra el Hambre (Espagne) ; Ana Alcalde, directrice des programmes et plaidoyer internationaux pour ActionAid International ; Pierre Micheletti, président d'Action Contre la Faim (France) ; Christian Molke, directeur exécutif d'ADRA Germany ; Cornelia Richter, présidente d'Aktion gegen den Hunger (Allemagne) ; Edith Wallmeier, membre du Comité exécutif d'Arbeiter-Samariter-Bund Allemagne e.V. ; **Chantal van Cutsem, directrice générale d'Avocats Sans Frontières** ; Bernard Sinou, président de Bioforce ; Reintje van Haeringen, directeur général de CARE Nederland ; Jakub Licka, secrétaire général de Caritas Czech Republic ; Rev Dr Liz Hughes, présidente de Christian Aid Ireland ; Jos Van Steenwinkel, président de Congodorpen ; Claudio Ceravolo, président de COOPI – Cooperazione Internazionale ; Olivier Bruyeron, président de Coordination Sud ; Ruth Faber, directrice exécutive d'EU-CORD ; Tomi Järvinen, directeur exécutif de Finn Church Aid ; Manuel Patrouillard, directeur général de Handicap International / Humanity & Inclusion ; Erwin Telemans, directeur de Handicap International Belgique, Benelux ; Marina Benedik, directrice générale d'Initiatives et changement ; Harlem Désir, vice-Président pour l'Europe de l'International Rescue Committee ; Anouchka Finker, directrice générale de La Chaîne de l'Espoir ; Isabella Olsson, directrice plaidoyer de LM International ; François De Keersmaeker, directeur de Médecins du Monde Allemagne ; Claire Bourgeois, présidente de Médecins du Monde Belgique ; Florence Rigal, présidente de Médecins du Monde France ; Chiara Tziouvara, présidente de Médecins du Monde Grèce ; Dominik Schmid, président de Médecins du Monde Suisse ; Eva Smets, directrice exécutive Oxfam België/Belgique ; Simon Panek, directeur exécutif de People in Need (PIN) ; Vincent Basquin, président de Première Urgence Internationale ; Antoine Peigney, président de Solidarités internationales ; François Thomas, président de SOS Méditerranée ; Valérie Ceccherini, secrétaire générale de Terre des Hommes, Fédération internationale ; Véronique Valty, présidente de Triangle Génération Humanitaire ; Dominic Crowley, président de VOICE ; Mathias Mogge, directeur exécutif de Welthungerhilfe ; Edwin Visser, membre du Comité Exécutif de Zoa (Pays-Bas)